

1. Record Nr.	UNINA990003831480403321
Autore	Italia
Titolo	Leggi fondamentali del diritto amministrativo
Pubbl/distr/stampa	Milano : Giuffrè, 1998-1999
ISBN	88-14-07272-8 88-14-06755-4
Descrizione fisica	2 v. ; 17 cm
Disciplina	348 342
Locazione	DEC DDA
Collocazione	D.P. XXXVIII-326 VI Z 529 SCUOLA I 35 VI Z 516 VI Z 530
Lingua di pubblicazione	Italiano
Formato	Materiale a stampa
Livello bibliografico	Monografia
Nota di contenuto	1.: Organizzazione e attività / a cura di Vittorio Italia, Mario Bassani. - 5. ed. aggiornata al 15 febbraio 1999 [del primo volume] 2.: Giustizia amministrativa / a cura di V. Italia, M. Bassani. - 6. ed. agg. ed integrata al 1. gennaio 1998 [del secondo volume]

2. Record Nr.	UNINA9910498503303321
Autore	Benoiton Laurent
Titolo	Esclavage et droit : Du Code noir à nos jours // Tanguy Le Marc'hadour, Manuel Carius
Pubbl/distr/stampa	Arras, : Artois Presses Université, 2021
ISBN	2-84832-488-0
Descrizione fisica	1 online resource (158 p.)
Collana	Droit et sciences économiques
Altri autori (Persone)	BlancFrançois-Paul BouveresseJacques CoutelCharles GlénardGuillaume Le Marc'hadourTanguy LourdeAlbert NiortJean-François RichardJérémy TlgroudjaHélène Le Marc'hadourTanguy CariusManuel
Soggetti	Slavery - Law and legislation - France - Colonies - History Slave trade - France - Colonies - History Black people - Legal status, laws, etc - France - Colonies - History Slavery - Justification - History
Lingua di pubblicazione	Francese
Formato	Materiale a stampa
Livello bibliografico	Monografia
Sommario/riassunto	Dans la pensée contemporaine, l'esclavage est considéré comme un crime contre l'humanité, parce qu'il nie des droits universellement reconnus (la liberté, l'égalité), en faisant de l'être humain une propriété, un objet. Pourtant, l'affirmation de l'homme en tant qu'être juridique porteur de droits subjectifs est historiquement et culturellement marquée. Il a pu exister, même en droit français, un droit objectif de l'esclavage. Cette réalité conduit à s'interroger sur la

logique de légitimation de l'esclavage, et à l'inverse sur l'émergence d'une définition juridique de l'homme comme sujet de droit. Le centre « Éthique et procédures » et la faculté de droit Alexis de Tocqueville (Université d'Artois), à l'initiative de Manuel Carius et de Tanguy Le Marc'hadour, ont invité juristes de droit public ou de droit privé et historiens du droit à réfléchir sur les rapports du droit et de l'esclavage. Leurs contributions, limitées à l'espace juridique français, mais étudiant des époques et des lieux variés, analysent le code noir et ses évolutions, ou le droit international contemporain, en passant par le droit du protectorat marocain ou le statut de l'indigène en Algérie. Le droit de l'esclavage ayant longtemps cohabité avec son interdiction, on constate un relativisme juridique qui lui donne des contours imprécis, sur deux points : il fait de l'esclave un être juridique hybride, à la fois chose et homme, dont le statut varie avec le temps, et il désigne aussi « l'autre humanité », susceptible d'être mise en esclavage, et « l'autre lieu », l'ailleurs où existera l'esclavage. Il crée alors une altérité mouvante qui prend des formes différentes selon les époques et les lieux. Les contributeurs du colloque présentent ainsi une réflexion sur un droit pris entre exigence morale et intérêts économiques ou sécuritaires.
